

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 27 JANVIER 1904.

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES CONDITIONS DE L'INDIGÉNAT.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de présenter à la Chambre a pour but de fixer la nationalité des membres des familles établies en Belgique depuis plusieurs générations.

Il reconnaît la nationalité belge à toute personne née en Belgique d'un auteur né en Belgique, quelle que soit la nationalité d'origine de cet auteur et sans imposer à l'intéressé une option de patrie expresse.

Nous croyons qu'il est urgent de compléter en ce sens les dispositions du Code civil et de rendre ainsi notre législation plus conforme à la notion du droit de patrie léguée par les anciennes coutumes belges, notion qui persiste dans nos populations malgré les dispositions contraires du Code civil.

Dans nos anciennes provinces Belges comme dans tous les pays de droit coutumier, la nationalité se déterminait plus souvent par le lieu de naissance de l'enfant que par la nationalité de son auteur.

Suivant De Facqz (*Ancien droit Belgique*, tome I, pp. 233 et 234) et d'après de nombreux arrêts de notre Cour de Cassation, étaient réputés naturels d'une province, d'abord celui qui était né dans la province de parents originaires de cette province ou y domiciliés, ensuite celui qui était né hors de la province où ses parents avaient leur domicile et dont ils n'étaient que momentanément absents.

Cette législation tenait compte des faits. Si, d'un côté, il est naturel de considérer comme étranger au pays, l'enfant d'un étranger demeurant provisoirement en Belgique, de l'autre, il est difficile d'admettre qu'une famille de nationalité étrangère, mais établie définitivement en Belgique, sans esprit de retour dans son pays d'origine, continue à faire souche d'étrangers alors que de nombreuses générations successives ont vécu de notre vie, ont adopté nos

mœurs et nos coutumes et ont tous leurs intérêts dans notre pays, ne conservant souvent qu'un souvenir bien vague de l'ancêtre qui est venu en Belgique d'une autre patrie.

La législation française implantée en Belgique par la promulgation du Code civil (mars 1805) a répudié le droit coutumier pour imposer l'idée romaine que la nationalité se transmet par la filiation.

Le principe de la filiation est inscrit dans l'article 10 du Code civil : « Tout enfant né d'un Français est Français. »

Pour connaître la nationalité d'une personne, il faut rechercher la nationalité de son père; pour connaître celle-ci, il faut rechercher la nationalité du grand-père; il faut remonter ainsi de génération à génération jusqu'à ce qu'on arrive à un ancêtre né avant la promulgation du Code civil (mars 1805) de parents domiciliés en Belgique ou originaires de la Belgique.

Il est heureux que la législation antérieure au Code civil n'ait pas admis le principe de la filiation inscrit dans nos lois modernes, car s'il en avait été ainsi, personne n'eût été à même d'établir sa nationalité, personne ne pouvant prouver que tous ses ancêtres ont toujours été Belges.

Actuellement, pour être certain de la nationalité d'une personne née en Belgique, il faut être à même de remonter jusqu'à son ascendant légitime né entre 1750 et 1800, et plus longtemps on tardera, non pas à reviser le Code civil, mais à le compléter, plus on rendra difficile la preuve de la nationalité.

Quand on procédera en Belgique à la révision du Code civil, les Chambres législatives auront à se prononcer sur le point de savoir s'il faut conserver le principe de la filiation, qui est d'importation française, ou s'il faut en revenir au principe de la territorialité, qui était celui des anciennes coutumes des pays belges; actuellement il n'y a pas lieu de se prononcer sur cette question.

Le projet de loi que nous soumettons à la Chambre des Représentants est plus modeste; il n'a pour but que de dispenser de l'option de patrie de l'article 9 du Code civil, ceux qui, mieux que par une déclaration écrite, ont, par toute leur vie, manifesté l'intention de garder la nationalité du pays où ils sont nés et où leur père est né.

Les lois qui ont permis d'acquérir la nationalité belge autrement que par la filiation sont nombreuses.

Nous avons d'abord l'article 9 du Code civil, permettant à toute personne née en Belgique d'acquérir la nationalité belge par une option de patrie faite dans l'année qui suit l'époque de sa majorité.

Puis l'article 10, permettant à tout individu né d'un père ayant perdu la qualité de Belge de recouvrer celle-ci en faisant une option de patrie n'importe à quel âge; mais cette faculté n'est pas accordée par la jurisprudence à l'individu fils d'un père qui a perdu la nationalité par un changement de frontières du pays, notamment par le Traité de 1839.

La loi fondamentale du 24 août 1815 accordait la nationalité hollandaise à toute personne née en Belgique de parents étrangers au royaume des Pays-Bas, mais y domiciliée au moment de la naissance de l'enfant.

La loi fondamentale a été abrogée à la promulgation de la Constitution belge et ne peut donc être invoquée par les personnes conçues après le 25 février 1831.

De plus, pour être Belge en vertu de la loi fondamentale, il faut démontrer être né de parents étrangers au royaume des Pays-Bas. Ceux qui sont nés en Belgique avant le 25 février 1831 de parents se rattachant par leur naissance au territoire actuel de la Hollande, mais domiciliés sur le territoire actuel de la Belgique, sont Hollandais, puisque leurs parents n'étaient pas étrangers au royaume des Pays-Bas.

L'interprétation en ce sens de la loi fondamentale est actuellement fixée par de nombreux arrêts de la Cour de Cassation. La loi fondamentale ne sert donc pas beaucoup à assurer la nationalité belge aux habitants de notre pays.

De nombreuses lois ont permis d'acquérir la nationalité belge par une simple déclaration; citons :

1° L'article 133 de la Constitution, qui a permis aux étrangers établis en Belgique avant le 1^{er} janvier 1814 de déclarer, avant le 26 août 1831 ou dans l'année de leur majorité, que leur intention était de jouir de la nationalité belge. Mais les descendants de ces étrangers devenus Belges, s'ils veulent profiter de l'option de patrie, doivent prouver actuellement que leur ascendant était établi en Belgique avant le 1^{er} janvier 1814. On exige d'eux une preuve difficile à rapporter, puisque les communes qui tenaient des registres de la population étaient bien rares en 1814.

2° La loi du 22 septembre 1835, qui permet aux habitants des provinces formant la Hollande actuelle, qui étaient domiciliés sur le territoire actuel de la Belgique avant le 7 février 1831 et qui y ont résidé jusqu'en 1835, d'acquérir la nationalité belge, pourvu qu'ils aient fait une déclaration dans ce sens, avant le 22 mars 1836. Mais cette disposition étant exceptionnelle, les descendants de ces anciens Hollandais ont actuellement encore la charge de prouver que leur aïeul était domicilié en Belgique du 7 février 1831 à 1835, preuve presque impossible.

3° La loi du 27 septembre 1835 autorise les personnes qui au 30 novembre 1815 étaient domiciliées depuis dix ans dans les communes détachées de la France et réunies au royaume des Pays-Bas, de faire dans l'année option de patrie, et d'acquérir ainsi la nationalité belge.

Les descendants de ces personnes, si leur nationalité est contestée, doivent établir non seulement que l'option de patrie a été faite par leur auteur, mais, de plus, que leur auteur était domicilié dans ces communes de 1808 à 1810. Comment faire cette preuve près d'un siècle plus tard ?

4° La loi du 4 juin 1839 autorise tout individu qui perdrait la qualité de Belge par suite du Traité du 19 avril 1839, cédant le Limbourg et le Luxembourg à la Hollande, à conserver la qualité de Belge à condition de faire une déclaration dans ce sens devant l'administration provinciale et d'établir son domicile en Belgique.

5° La loi du 20 mai 1845 permet à ceux qui ont négligé de profiter des avantages de la loi du 4 juin 1839, d'obtenir la grande naturalisation sans justifier des conditions habituelles moyennant qu'ils fassent dans les trois années la déclaration prescrite par cette loi du 4 juin 1839.

6° La loi interprétative du 1^{er} juin 1878 décide que les personnes nées avant le 8 juin 1839 sur le territoire actuel de la Belgique de parents habi-

tant ce territoire qui ont perdu la qualité de Belge par la Traité de 1839, conservent cette qualité sans être soumises à la déclaration prescrite; mais ces personnes (et actuellement leurs descendants) doivent fournir la preuve que leurs parents habitaient le territoire actuel de la Belgique avant la naissance de l'enfant.

7° La loi du 1^{er} avril 1879, pour permettre aux nombreux habitants nés dans le pays qui avaient négligé de faire une des options de patrie permises soit par le Code civil, soit par une loi postérieure, ou qui avaient fait une option nulle ou insuffisante, d'acquérir quand même la qualité de Belge, les a autorisés à faire une déclaration régulière dans le courant de l'année.

8° La loi du 6 août 1881, par sa disposition spéciale admet l'individu né en Belgique d'un étranger à faire encore sa déclaration d'option de patrie dans le délai de deux ans, à condition qu'il ait satisfait en Belgique aux obligations de la loi sur la milice.

9° Enfin la loi du 25 mars 1894 a accordé un nouveau délai de deux ans à tous ceux qui auraient pu profiter des lois précédentes et qui ont négligé de le faire.

On dirait qu'après de si nombreuses lois autorisant des options de patrie, toute personne dont la nationalité belge n'est pas bien établie s'est mise en règle en profitant des dispositions de l'une ou de l'autre de ces lois.

C'est une erreur.

L'idée que la nationalité belge s'acquiert par la naissance sur le territoire belge, c'est-à-dire le principe de la législation antérieure au Code civil, est si fortement implantée dans l'esprit de nos populations, surtout de nos populations rurales, que ceux qui auraient pu et dû faire option de patrie l'ont négligé malgré les nombreuses lois autorisant des options nouvelles.

En deux années (1900 et 1901), 181 personnes inscrites sur les listes électorales de l'arrondissement d'Anvers par les autorités communales parce qu'elles paraissaient Belges en ont été rayées, comme étant étrangères, par décisions de la Cour d'appel de Bruxelles.

En 1902, il y en a eu 197.

Le nombre d'étrangers qui figurent sur nos listes électorales est bien plus grand, car avec raison les magistrats de nos Cours d'appel ont une tendance à ne pas déclarer étrangers les membres des familles établies en Belgique depuis plusieurs générations.

En matière électorale, mais en cette matière seulement, ils ont le droit d'exiger une preuve complète, puisque toute personne née en Belgique d'un père natif du pays est présumée Belge en vertu de l'article 76 de la loi électorale. Cet article est ainsi conçu : « Toute personne dont l'inscription sur » les listes électorales est demandée est présumée Belge si elle est née en » Belgique d'un père né lui-même en Belgique, la preuve contraire est » réservée aux intervenants. »

Cette présomption n'existe qu'en matière électorale. Il y a une anomalie dans le fait de se contenter d'une présomption de nationalité pour l'exercice d'un droit public, le droit d'élire et d'exiger en toute autre matière une preuve certaine presque impossible à fournir et qui d'année en année devient plus difficile.

N'est-il pas plus juste et plus logique de changer la présomption en une disposition positive applicable en toute matière et de dire que toute personne née en Belgique d'un père né lui-même en Belgique est Belge de naissance?

L'établissement dans le pays d'une famille étrangère pendant trois générations successives n'est-elle pas une preuve que cette famille veut être belge?

Faut-il que les individus de la troisième génération fassent une déclaration expresse de nationalité, sous peine de ne pas avoir la nationalité belge et probablement pas de nationalité du tout? Car toutes les législations admettent que l'établissement à l'étranger sans esprit de retour fait perdre à un individu sa nationalité d'origine.

Il est certain qu'un homme né en Belgique d'un père natif de la Belgique, c'est-à-dire d'un père né de quelqu'un demeurant en Belgique, il est certain que cet homme est établi en Belgique sans esprit de retour dans le pays de son grand-père. Il a donc perdu la nationalité de son grand-père et il n'en aura pas acquies une nouvelle.

Dira-t-on que le hasard pourrait faire que deux générations successives naissent en Belgique quoique la famille soit restée établie à l'étranger? Le cas pourrait se présenter.

Dira-t-on qu'à moins de reviser le Code civil, on ne peut imposer à quelqu'un une nationalité autre que celle que sa filiation lui attribue?

L'objection serait plutôt spécieuse; mais voulant actuellement écarter ces arguments, nous avons introduit dans notre projet une double correction au principe.

En accordant à toute personne née en Belgique, d'un père natif du pays, le droit de déclarer, dans l'année de sa majorité, qu'elle n'entend pas acquies la nationalité belge, nous répondons à l'une de ces objections.

Et en disant que la loi ne serait pas applicable à l'individu né en Belgique, d'un père qui, dans l'acte de naissance de l'enfant, déclare que son domicile est à l'étranger, nous répondons à l'autre objection.

Les lois fixant la nationalité n'ayant pas d'effet rétroactif, il faut régler par des dispositions transitoires le sort de nos contemporains. C'est le but de l'article 2.

Par la disposition de l'article 5, nous avons voulu créer un contrôle facile de la nationalité des personnes nées en Belgique et éviter les longues recherches que nécessite la législation actuelle.

Il n'existe pas une table générale et alphabétique de toutes les options faites en Belgique, et comme ces déclarations sont reçues, non par l'autorité du lieu de naissance du déclarant, mais par celle du lieu de son domicile, il est bien difficile de trouver les options faites.

La disposition de l'article 5 du projet institue un mode de publicité facile et efficace.

Bruxelles, le 8 décembre 1903.

FRÉD. DELVAUX.

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

Tout enfant né en Belgique d'un père né lui-même en Belgique et tout enfant né en Belgique et reconnu seulement par sa mère étrangère sont Belges de plein droit, à moins que, dans l'acte de naissance, le père ou la mère naturelle n'ait déclaré avoir son domicile à l'étranger ou que dans l'année de sa majorité l'intéressé n'ait déclaré ne pas vouloir profiter de la présente disposition. Cette dernière déclaration sera faite devant l'officier de l'état civil du domicile de l'intéressé s'il est domicilié en Belgique, devant le consul belge s'il est domicilié à l'étranger.

ART. 2.

Toute personne domiciliée en Belgique lors de la promulgation de la présente loi, née en Belgique d'un père né en Belgique, sera Belge de plein droit, à moins que, dans l'année si elle est majeure et dans l'année de sa majorité si elle est mineure, elle ne déclare ne pas vouloir profiter des dispositions de la présente loi, devant l'officier de l'état civil de la commune de son domicile en Belgique ou devant un consul belge à l'étranger.

ART. 3.

Tout fonctionnaire qui reçoit la déclaration faite en vertu des articles précédents, enverra une copie à l'officier de l'état civil

WETSVOORSTEL.

EERSTE ARTIKEL.

Elk kind, in België geboren uit een vader, die zelf in België geboren is, en elk kind in België geboren en alleen erkend door zijne moeder, die vreemdelinge is, zijn van rechtswege Belg, tenzij de vader of de natuurlijke moeder in de geboorteakte verklaarde in den vreemde gedomicilieerd te zijn of dat, binnen één jaar na zijne meerderjarigheid, de belanghebbende verklaarde zich het voordeel van deze bepaling niet ten nutte te willen maken. Deze laatste verklaring wordt gedaan, voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de belanghebbende zijn domicile heeft, zoo hij in België is gedomicilieerd, voor den Belgischen consul, indien hij in 't buitenland is gedomicilieerd.

ART. 2.

Elke persoon, in België gedomicilieerd bij het afkondigen van deze wet en in België geboren uit een in België geboren vader, is van rechtswege Belg, tenzij hij, binnen één jaar, indien hij meerderjarig is, en binnen één jaar na zijne meerderjarigheid, indien hij minderjarig is, voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente waar hij, in België, zijn domicile heeft of voor een Belgischen consul in 't buitenland verklaart dat hij zich het voordeel van deze bepaling niet ten nutte wil maken.

ART. 3.

Elke ambtenaar voor wien de uit kracht van de vorige artikelen afgelegde verklaring gedaan wordt, zendt eene kopie aan

qui a dressé l'acte de naissance et au greffier du tribunal civil chargé de la garde du double de cet acte. L'un et l'autre feront mention de cette déclaration en marge de l'acte de naissance dont aucune copie ou extrait ne pourra plus être délivré sans la dite mention.

den ambtenaar van den burgerlijken stand die de geboorteakte heeft opgemaakt en aan den griffier der burgerlijke rechtbank die het dubbel van deze akte moet bewaren. Beiden vermelden die verklaring op den rand van de geboorteakte en van deze mag geene kopie of uittreksel meer worden afgeleverd zonder genoemde vermelding.

FRÉD. DELVAUX.

ANNEXES

I.

Monsieur Deelen.

Le 20 janvier 1810 naît, à Pulderbosch, Adrien Deelen, fils d'un père originaire de Hollande, mais établi à Pulderbosch depuis de nombreuses années.

En 1850, Adrien Deelen, incorporé dans l'armée hollandaise, déserte celle-ci pour passer dans l'armée belge. Ayant quitté l'armée belge, il se fixe à Anvers, où le 22 juillet 1849 naît un de ses fils, Joseph-Alphonse.

Ces deux personnes, ayant été déclarées étrangères par la Cour d'Appel, profitent de la loi du 4 avril 1879 et font l'une et l'autre le 30 octobre 1879 option de patrie pour la Belgique.

Il semble donc qu'il y ait là une famille belge fondée par un des combattants de 1850, continuée par son fils, un des employés supérieurs de l'administration communale.

Ce dernier a un fils né à Borgerhout en 1876; ce fils figure sur les listes électorales parce qu'en vertu de l'article 77 des lois électorales, il est présumé Belge, étant né en Belgique d'un père né en Belgique.

Mais il est étranger.

En effet, son père n'est devenu Belge que par l'option de patrie qu'il a faite le 30 octobre 1879; jusqu'à cette date, il était étranger, et les enfants qui lui sont nés avant cette date sont restés étrangers malgré l'option de patrie du père.

Les enfants nés après le 30 octobre 1879 seuls sont Belges.

II.

Monsieur Pierre-Jean Stocker.

Pierre-Jean Stocker est capitaine adjoint du port d'Anvers; antérieurement, il était officier de la marine belge en service à bord des malles Ostende-Douvres. Avant d'être admis au service des malles, il a été troisième lieutenant sur le garde-pêche *Ville d'Ostende* et employé au pilotage à Anvers; il s'est soumis à la loi sur la milice en Belgique.

Son père, Ernest Stocker, était né à Nieupoort en 1820. Il était également employé de l'État et avait été attaché au pilotage belge, en service successivement à Flessingue et à Ostende.

Mais le grand-père Joseph, était né à Groeningen en 1796; il était armurier attaché à l'armée hollandaise et avait épousé une Gantoise.

Le fils Ernest, né en 1820 en Belgique, n'avait pas cru devoir faire option de patrie, se croyant Belge en vertu de la loi fondamentale hollandaise; mais en présence des nombreuses décisions judiciaires rendues dans des cas semblables au sien, il jugea prudent de profiter de la loi du 25 mars 1894 pour faire option de patrie. Le 25 juin 1894, accompagné de son fils, Pierre-Jean Stocker, il se rendit à l'hôtel de ville d'Ostende et y fit la déclaration d'option de patrie en vertu de l'article premier de la loi, s'appliquant à ceux qui, nés en Belgique, avaient négligé de profiter des avantages de l'article 9 du Code civil; son fils Pierre-Jean, fit une déclaration identique. Le père, Ernest, est donc Belge, mais le fils, Pierre-Jean, est déclaré étranger par arrêt du 7 avril 1902. En effet, si le père, né en Belgique, pouvait faire option de patrie en vertu de l'article premier de la loi de 1894, son fils, Pierre-Jean Stocker, né à l'étranger pendant que le père était à l'étranger, employé de l'État belge, ne pouvait invoquer ni cet article premier ni l'article 9 du Code civil, qui exigent que le déclarant soit né en Belgique. Pierre-Jean Stocker aurait dû faire option de patrie en vertu de l'article 6, qui s'applique aux enfants et descendants majeurs de ceux qui sont admis à devenir Belges en vertu des articles 1 et 3 de la loi.

L'employé de l'administration communale d'Ostende aurait dû attirer l'attention de Stocker fils sur cette distinction ou, plutôt, il aurait dû rédiger l'option conformément à la loi.

Un autre fils d'Ernest Stocker, Charles Stocker, aussi né à Flessingue, a fait, le 7 mai 1895, option de patrie à Anvers en vertu de la même loi, mais l'administration communale d'Anvers, a mis dans l'acte d'option que celle-ci se faisait en vertu de l'article 6 de la loi. Charles Stocker était incontestablement Belge, tandis que son frère Pierre-Jean a été déclaré étranger par arrêt du 7 avril 1902.

III.

Monsieur Linssen.

En 1843 est né, à Ixelles, Jean-Louis-Antoine Linssen, actuellement général à Liège, fils de Jean-Chrétien, né à Maestricht en 1813 d'une famille maestrichtoise.

Jean-Chrétien Linssen, père du général Linssen, s'étant établi en Belgique et ayant négligé de faire l'option de patrie autorisée par la loi du 4 juin 1839, fit, le 31 juillet 1845, devant le Gouverneur du Brabant, la déclaration prévue par la loi du 20 mai 1845.

Les descendants furent considérés comme Belges, et spécialement son fils, Jean-Louis-Antoine, fut maintenu sur les listes électorales par arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 5 avril 1899.

En 1899, on conteste de nouveau la nationalité belge de Linssen et, par arrêt du 24 mars 1900, il fut déclaré étranger.

Le 5 avril 1900, la Cour de Cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt.

Voici les détails de ce cas :

Lors de la séparation du Limbourg de la Belgique, la loi du 4 juin 1859 avait permis aux naturels de cette province qui s'établiraient en Belgique de faire option de patrie pour la Belgique, à condition de faire cette option dans les quatre années.

En 1845, on constate que beaucoup de Limbourgeois établis en Belgique avant la loi de 1859 auraient dû être Belges de plein droit sans avoir à faire une option de patrie.

On fit une loi (celle du 20 mai 1845) portant que ces personnes « pouvaient obtenir la grande naturalisation sans justifier des conditions exigées par la loi générale ».

L'article 2 de la loi porte : « Pour obtenir cet avantage, il leur *suffira* de faire, dans un délai de trois mois à compter du jour de la publication de la présente loi, la déclaration prescrite par la loi du 4 juin 1859 et dans la forme établie par cette loi. »

L'article 3 exemptait ces personnes du paiement des droits.

Linszen père fit la déclaration autorisée par la loi de 1845. Plusieurs autres le firent aussi, et tout le monde crut que cette seule déclaration était suffisante.

En 1900, pour la première fois il fut décidé que le texte de la loi de 1845 signifiait que l'intéressé ayant fait la déclaration autorisée devait demander la grande naturalisation à la Chambre et que, par conséquent, le père Linszen n'était pas devenu Belge.

Le bulletin ne publie aucune loi accordant une grande naturalisation en vertu de la loi de 1845, et cela se comprend parce que cette loi disait que pour « obtenir » la grande naturalisation, il « suffisait » aux intéressés de faire une certaine déclaration.

Le général Linszen est donc étranger ainsi que ses enfants, dont au moins un fait encore partie de l'armée.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JANUARI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging der voorwaarden van het inboorlingschap.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben de Kamer aan te bieden, strekt tot het bepalen van de nationaliteit der leden van de familiën, sedert vele geslachten in België gevestigd.

Het kent de Belgische nationaliteit toe aan iederen persoon, geboren in België uit een in België geboren vader, welke ook de oorspronkelijke nationaliteit van dien vader zij, en zonder den belanghebbende te dwingen om uitdrukkelijk een vaderland te kiezen.

Wij achten het noodzakelijk, in dien zin de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek aan te vullen, en, zoo doende, onze wetten beter overeen te brengen met het begrip van het recht van vaderland, door de oude Belgische gebruiken nagelaten, welk begrip bij ons volk blijft bestaan, ondanks de strijdige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

In onze oude Belgische provinciën, evenals in alle landen waar het gewoonterecht bestond, werd de nationaliteit meer bepaald naar de geboorteplaats van het kind dan naar de nationaliteit van zijn vader.

Volgens De Facqz (*Ancien droit Belgique*, deel I, blz. 233 en 234) en volgens talrijke arresten van ons Hof van Cassatie, werden beschouwd als inboorlingen eener provincie, hij die in de provincie was geboren uit ouders herkomstig uit die provincie of aldaar metterwoon gevestigd, en hij die was geboren buiten de provincie waar zijne ouders hun domicilie hadden, en waaruit zij slechts tijdelijk afwezig waren.

Die wetgeving hield rekening met de feiten. Is het, eenerzijds, natuurlijk het kind van een vreemdeling, die voorloopig in België woont, te beschouwen als vreemdeling, anderzijds is het moeilijk aan te nemen dat eene familie van vreemde nationaliteit, doch voorgoed in België gevestigd, zonder

inzicht om naar haar land van herkomst terug te keeren, vreemdelingen blijft voortbrengen, nadat talrijke achtereenvolgende geslachten in ons midden geleefd, onze zeden en gebruiken aangenomen, al hunne belangen in ons land hebben en meesttijds slechts eene oppervlakkige herinnering behouden van den voorzaat, die uit een ander vaderland naar België kwam.

De Fransche wetgeving, in België ingevoerd door de afkondiging van het Burgerlijk Wetboek (Maart 1803), verdrong het gewoonterecht en drong het Romeensch begrip op, volgens hetwelk de nationaliteit zich overzet door afstamming.

Het beginsel der afstamming staat in artikel 10 van het Burgerlijk Wetboek : « Elk kind, geboren uit een Franschman, is Franschman. »

Om iemands nationaliteit te kennen, moet men de nationaliteit zijns vaders opsporen; om deze te kennen, moet men de nationaliteit van den grootvader opzoeken; zoo moet men opklimmen van geslacht tot geslacht, tot men geraakt tot een voorvader, vóór de afkondiging van het Burgerlijk Wetboek (Maart 1803), geboren uit in België wonende of uit België herkomstige ouders.

't Is een geluk dat de wetgeving van vóór het Burgerlijk Wetboek het in onze hedendaagsche wetten geschreven beginsel der afstamming niet aannam, want dan ware niemand in staat geweest zijne nationaliteit te bewijzen, daar niemand bewijzen kan dat al zijne voorouders steeds Belg waren.

Wil men thans zeker zijn van de nationaliteit van een in België geboren persoon, zoo moet men kunnen opklimmen tot zijn wettigen voorzaat, geboren tusschen 1750 en 1800, en hoe langer men draalt om het Burgerlijk Wetboek wel niet te herzien maar aan te vullen, hoe moeilijker men het bewijs van nationaliteit zal maken.

Wordt ooit in België het Burgerlijk Wetboek herzien, dan zullen de Wetgevende Kamers hebben te beslissen of het beginsel der afstamming — van Franschen invoer — dient te worden behouden dan wel of men hoeft terug te komen tot het beginsel van territorialiteit, ditgene van de oude gebruiken der Belgische landen; thans bestaat geene aanleiding om daarover uitspraak te doen.

Het wetsvoorstel dat wij bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers indienen, is van minderen omvang; het wil enkel diegenen, welke, beter dan door eene geschreven verklaring, door gansch hun leven het inzicht betoonden om de nationaliteit te behouden van het land waar zij geboren zijn en waar hun vader is geboren, ontslaan van de keuze eens vaderlands, volgens artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek.

Er bestaan talrijke wetten, naar luid van welke men de Belgische nationaliteit kan verwerven, anders dan door afstamming.

Vooreerst hebben wij artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek, hetwelk iederen in België geboren persoon in staat stelt om de Belgische nationaliteit te verwerven door de keuze van het vaderland, binnen één jaar na zijne meerderjarigheid.

Vervolgens artikel 10, naar luid waarvan elke persoon, geboren uit een vader die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, deze terug kan verwer-

ven zoo hij, onaangemerkt op welken ouderdom, eene keuze van vaderland doet; doch dat recht wordt, volgens de rechtspraak, niet toegestaan aan den persoon die is geboren uit een vader welke de nationaliteit verloor door eene verandering van de grenzen des lands, met name door het Verdrag van 1839.

De grondwet van 24 Augustus 1815 verleende de Nederlandsche nationaliteit aan elken persoon, in België geboren uit ouders vreemd aan het koninkrijk der Nederlanden, doch aldaar gedomicilieerd op 't oogenblik van de geboorte des kinds.

Die grondwet werd ingetrokken bij de afkondiging van de Belgische Grondwet en kan dus niet meer worden ingeroepen door personen, verwekt na 25 Februari 1831.

Daarenboven moet men, om Belg te zijn krachtens die Nederlandsche grondwet, bewijzen dat men is geboren uit ouders, vreemd aan het koninkrijk der Nederlanden. Zij die in België zijn geboren vóór den 25^{en} Februari 1831, uit ouders, door hunne geboorte behoorende tot het hedendaagsche grondgebied van Nederland, doch wettelijk gevestigd op het hedendaagsche grondgebied van België, zijn Nederlander, vermits hunne ouders niet vreemd waren aan het koninkrijk der Nederlanden.

Thans is die uitlegging van de vroegere Nederlandsche grondwet nauw bepaald door talrijke arresten van het Hof van Cassatie. Die grondwet draagt dus weinig bij om de Belgische nationaliteit te verzekeren aan de inwoners van ons land.

Talrijke wetten veroorloofden de Belgische nationaliteit te verwerven door eene eenvoudige verklaring; laat ze ons aanhalen :

1^o Artikel 133 der Grondwet, dat de vóór 1 Januari 1814 in België gevestigde vreemdelingen veroorloofde om vóór den 26^{en} Augustus 1831 of binnen een jaar na hunne meerderheid te verklaren dat het hun inzicht was de Belgische nationaliteit te genieten. Doch willen de afstammelingen van deze Belg geworden vreemdelingen gebruik maken van de keuze eens vaderlands, zoo moeten zij thans bewijzen dat hun voorzaat in België was gevestigd vóór 1 Januari 1814. Men vergt van hen een bewijs dat moeilijk is te leveren, vermits zeer weinig gemeenten in 1814 bevolkingsregisters hielden.

2^o De wet van 22 September 1835, dat de inwoners van de provinciën welke het hedendaagsche Nederland uitmaken, en, vóór den 7^{en} Februari 1831 gevestigd op het hedendaagsch grondgebied van België, aldaar verbleven tot in 1855, veroorlooft de Belgische nationaliteit te verwerven, op voorwaarde dat zij in dien zin eene verklaring aflegden vóór 22 Maart 1856. Doch dit is eene uitzonderingsbepaling, en nu nog zijn de afstammelingen van die gewezen Nederlanders verplicht te bewijzen dat hun grootvader in België was gevestigd van 7 Februari 1831 tot 1835, een bewijs dat schier onmogelijk is te leveren.

3^o De wet van 27 September 1855 machtigt de personen, die op 30 November 1815 sedert tien jaar hun domicilie hadden in de gemeenten, welke van Frankrijk werden gescheiden en aan het koninkrijk der Nederlanden toegevoegd, om binnen het jaar een vaderland te kiezen en aldus de Belgische nationaliteit te verwerven.

Wordt de nationaliteit van de afstammelingen dier personen betwist, dan moeten zij bewijzen niet alleen dat de keuze des vaderlands werd gedaan door hun vader, doch daarenboven dat deze in die gemeenten zijn domicilie had van 1805 tot 1810. Hoe kan men nagenoeg eene eeuw later dat bewijs leveren?

4^o Door de wet van 4 Juni 1839, wordt ieder persoon, die de hoedanigheid van Belg zou verliezen ten gevolge van het Verdrag van 19 April 1839, waarbij Limburg en Luxemburg worden afgestaan aan Nederland, veroorloofd om de hoedanigheid van Belg te behouden, mits hij in dien zin eene verklaring aflegt ten overstaan van het provinciaal bestuur en zijn domicilie in België vestigt.

5^o Door de wet van 20 Mei 1845 worden diegenen welke geen gebruik maakten van de voordeelen der wet van 4 Juni 1839, in staat gesteld om staatsburgerschap te verwerven, zonder aan de gebruikelijke vereischten te beantwoorden, mits zij binnen drie jaren de verklaring afleggen, die wordt vereischt door gemelde wet van 4 Juni 1839.

6^o De verklarende wet van 1 Juni 1878 beslist dat de personen, vóór 8 Juni 1839 geboren op het hedendaagsche grondgebied van België, uit ouders die dat grondgebied bewoonden en hunne hoedanigheid van Belg verloren door het Verdrag van 1839, deze hoedanigheid behouden, zonder de voorgeschreven verklaring te moeten afleggen; doch die personen (en thans hunne afstammelingen) moeten het bewijs leveren dat hunne ouders het hedendaagsche grondgebied van België bewoonden vóór de geboorte van het kind.

7^o Ten einde de talrijke in het land geboren personen, die hadden verwaarloosd eene keuze van vaderland te doen, veroorloofd door het Burgerlijk Wetboek of door eene latere wet, of die eene ongeldige of ontoereikende keuze hadden gedaan, in staat te stellen toch de hoedanigheid van Belg te verwerven, machtigde de wet van 1 April 1879 hen om eene regelmatige verklaring af te leggen binnen den loop van één jaar.

8^o Door de bijzondere bepaling der wet van 6 Augustus 1881 wordt de persoon, in België geboren uit een vreemdeling, gemachtigd zijne verklaring van keuze eens vaderlands nog te doen binnen den tijd van twee jaren, op voorwaarde dat hij in België de verplichtingen van de wet op de militie heeft vervuld.

9^o Eindelijk, de wet van 25 Maart 1894 verleende een nieuw uitstel van twee jaren aan al wie gebruik kon maken van voorgaande wetten en zulks verwaarloosden.

Men zou moeten denken dat na zoo talrijke wetten, die veroorloofden eene keuze van vaderland te doen, ieder persoon, wiens Belgische nationaliteit niet goed is bepaald, zich in regel heeft gesteld, door gebruik te maken van eene of andere dier wetten.

Zoo is het niet.

Het denkbeeld dat de Belgische nationaliteit wordt verkregen door de geboorte op Belgisch grondgebied, 't is te zeggen het beginsel der wetgeving van vóór het Burgerlijk Wetboek, is in den geest onzes volks, vooral ten plattelande, zoozeer ingeworteld, dat zij die de keuze eens vaderlands

hadden kunnen en moeten doen, het verwaarloosden, ondanks de talrijke wetten die eene nieuwe keuze veroorloofden.

In twee jaren (1900 en 1901), werden 181 personen, door de gemeente-overheid op de kiezerslijsten voor het arrondissement Antwerpen ingeschreven, omdat zij Belg schenen te zijn, er van geschapt als zijnde vreemdeling, naar de beslissingen van het Hof van beroep te Brussel.

In 1902, waren er 197.

Het getal vreemdelingen, die op onze kiezerslijsten voorkomen, is veel grooter, want met reden zijn de magistraten onzer Hoven van beroep geneigd niet als vreemdelingen te verklaren de leden van familiën die sedert onderscheidene geslachten in België zijn gevestigd.

In kieszaken, doch enkel op dat gebied, hebben zij het recht om een volledig bewijs te eischen, vermits iedere persoon, in België geboren uit een vader in dit land geboren, krachtens artikel 76 der kieswet wordt ondersteld Belg te zijn. Dit artikel luidt aldus : « Ieder persoon, wiens » inschrijving op de kiezerslijsten wordt gevraagd, wordt verondersteld Belg » te zijn, indien hij in België is geboren uit eenen vader die zelf in België » geboren is; het bewijs van het tegendeel wordt aan de tusschenkomende » personen voorbehouden. »

Dit vermoeden bestaat enkel in kieszaken. Het is eene strijdigheid, zich te vergenoegen met een vermoeden van nationaliteit voor het uitoefenen van een openbaar recht, het recht om te verkiezen, en op elk ander gebied een stellig bewijs te eischen, dat schier onmogelijk is te leveren en van jaar tot jaar moeilijker wordt.

Is het niet billijker en redematiger het vermoeden te veranderen in eene stellige bepaling, van toepassing op elk gebied, en te zeggen dat elke persoon, in België geboren uit een vader die zelf in België is geboren, Belg van geboorte is?

Zoo eene vreemde familie gedurende drie achtereenvolgende geslachten in het land is gevestigd, is dit geen bewijs dat die familie Belg wil zijn?

Moeten de personen uit het derde geslacht eene uitdrukkelijke verklaring van nationaliteit afleggen, op straf van de Belgische nationaliteit niet te bezitten en waarschijnlijk geene nationaliteit hoegenaamd? Want door de wetten van alle landen wordt aangenomen dat, wanneer een vreemdeling zich ergens vestigt zonder inzicht om terug te keeren, hij zijne oorspronkelijke nationaliteit verliest.

Stellig is het dat een man, in België geboren uit een in België geboren vader, 't is te zeggen uit een vader, geboren uit iemand die in België woont, in België is gevestigd zonder inzicht om terug te keeren naar het land zijns grootvaders. Dus verloor hij de nationaliteit zijns grootvaders en verwierf er geene andere.

Zal men zeggen dat het toeval zou kunnen bewerken dat twee achtereenvolgende geslachten in België worden geboren, ofschoon de familie in den vreemde bleef gevestigd? Dat geval zou zich kunnen voordoen.

Zal men zeggen dat men, tenzij het Burgerlijk Wetboek wordt herzien, niemand eene andere nationaliteit kan opleggen dan die welke zijne afstamming hem toekent?

Dat ware veeleer eene spitsvondige tegenwerping; doch om thans deze beweegredenen van de hand te wijzen, hebben wij in ons ontwerp eene tweevoudige verzachting aan het beginsel toegebracht.

Door iederen persoon, in België geboren uit een in 't land geboren vader, het recht te verleenen om binnen één jaar na zijne meerderheid te verklaren dat hij niet van oordeel is de Belgische nationaliteit te verwerven, antwoorden wij op eene van die tegenwerpingen.

En door te zeggen dat de wet niet van toepassing zou zijn op den in België geboren persoon, uit een vader die in de geboorteakte des kinds verklaart zijn domicilie in den vreemde te hebben, antwoorden wij op de andere tegenwerping.

Daar de wetten die de nationaliteit bepalen geene terugwerkende kracht hebben, hoeft het lot onzer tijdgenooten te worden geregeld door overgangsbepalingen. Daartoe strekt artikel 2.

Door de bepaling van artikel 3, wilden wij een gemakkelijk toezicht geven over de nationaliteit der in België geboren personen, en de langdurende opsporingen vermijden, door de bestaande wetgeving noodzakelijk gemaakt.

Er bestaat geene algemeene en alphabetische tabel van al de personen die in België eene vaderlandskeuze deden, en, daar die verklaringen niet worden ontvangen door de overheid der geboorteplaats van den aangever, maar wel door die van de plaats waar hij zijn domicilie heeft, is het zeer moeilijk de gedane keuze aan te treffen.

De bepaling van artikel 3 van het ontwerp verschaft een gemakkelijk en doelmatig middel tot openbaarmaking.

Brussel, 8 December 1903.

FRED. DELVAUX.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Tout enfant né en Belgique d'un père né lui-même en Belgique et tout enfant né en Belgique et reconnu seulement par sa mère étrangère sont Belges de plein droit, à moins que, dans l'acte de naissance, le père ou la mère naturelle n'ait déclaré avoir son domicile à l'étranger ou que dans l'année de sa majorité l'intéressé n'ait déclaré ne pas vouloir profiter de la présente disposition. Cette dernière déclaration sera faite devant l'officier de l'état civil du domicile de l'intéressé s'il est domicilié en Belgique, devant le consul belge s'il est domicilié à l'étranger.

ART. 2.

Toute personne domiciliée en Belgique lors de la promulgation de la présente loi, née en Belgique d'un père né en Belgique, sera Belge de plein droit, à moins que, dans l'année si elle est majeure et dans l'année de sa majorité si elle est mineure, elle ne déclare ne pas vouloir profiter des dispositions de la présente loi, devant l'officier de l'état civil de la commune de son domicile en Belgique ou devant un consul belge à l'étranger.

ART. 3.

Tout fonctionnaire qui reçoit la déclaration faite en vertu des articles précédents, enverra une copie à l'officier de l'état civil

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

Elk kind, in België geboren uit een vader, die zelf in België geboren is, en elk kind in België geboren en alleen erkend door zijne moeder, die vreemdelinge is, zijn van rechtswege Belg, tenzij de vader of de natuurlijke moeder in de geboorteakte verklaarde in den vreemde gedomicilieerd te zijn of dat, binnen één jaar na zijne meerderjarigheid, de belanghebbende verklaarde zich het voordeel van deze bepaling niet ten nutte te willen maken. Deze laatste verklaring wordt gedaan voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de belanghebbende zijn domicile heeft, zoo hij in België is gedomicilieerd, voor den Belgischen consul, indien hij in 't buitenland is gedomicilieerd.

ART. 2.

Elke persoon, in België gedomicilieerd bij het afkondigen van deze wet en in België geboren uit een in België geboren vader, is van rechtswege Belg, tenzij hij, binnen één jaar, indien hij meerderjarig is, en binnen één jaar na zijne meerderjarigheid, indien hij minderjarig is, voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der gemeente waar hij, in België, zijn domicile heeft of voor een Belgischen consul in 't buitenland verklaart dat hij zich het voordeel van deze bepaling niet ten nutte wil maken.

ART. 3.

Elke ambtenaar voor wien de uit kracht van de vorige artikelen afgelegde verklaring gedaan wordt, zendt eene kopie aan

qui a dressé l'acte de naissance et au greffier du tribunal civil chargé de la garde du double de cet acte. L'un et l'autre feront mention de cette déclaration en marge de l'acte de naissance dont aucune copie ou extrait ne pourra plus être délivré sans la dite mention.	den ambtenaar van den burgerlijken stand die de geboorteakte heeft opgemaakt en aan den griffier der burgerlijke rechtbank die het dubbel van deze akte moet bewaren. Beiden vermelden die verklaring op den rand van de geboorteakte en van deze mag geene kopie of uittreksel meer worden afgeleverd zonder genoemde vermelding.
--	--

FRÉD. DELVAUX.

BIJLAGEN

I.

De heer Deelen.

Op 20 Januari 1810, werd Adriaan Deelen te Pulderbosch geboren uit een Nederlandschen vader, doch te Pulderbosch sedert ettelijke jaren gevestigd.

In 1830 ontvlucht Adriaan Deelen het Nederlandsch leger bij hetwelk hij was ingelijfd, om dienst te nemen bij het Belgisch leger. Na het Belgisch leger te hebben verlaten, vestigt hij zich te Antwerpen, waar op 22 Juli 1849 een zijner zonen werd geboren, met name Jozef-Alfons.

Ziedaar dus, zou het schijnen, eene Belgische familie, gesticht door een der strijders van 1830. voortgezet door zijn zoon, een der hoofdbeamten bij het gemeentebestuur.

Deze laatste heeft een zoon, in 1876 te Bergerhout geboren; die zoon staat ingeschreven op de kiezerslijsten, omdat hij, naar luid van artikel 77 der kieswetten, vermoedelijk Belg is, als in België geboren uit een in België geboren vader.

Toch is hij vreemdeling.

Zijn vader is immers enkel Belg geworden door de keuze van vaderland door hem gedaan op 30 October 1879; tot dien datum was hij vreemdeling, en de kinderen hem vóór dien datum geboren, zijn vreemdelingen gebleven, in weerwil van de keuze van vaderland van wege den vader.

Alleen de kinderen na 30 October 1879 geboren, zijn Belg.

II.

De heer Pieter-Jan Stocker.

Pieter-Jan Stocker is tweede havenmeester te Antwerpen; vroeger was hij officier van 't Belgisch zeewezen in dienst op de postbooten Oostende-Dover. Vooraleer hij in dienst van de postbooten aangenomen werd, was hij derde luitenant op den visscherijwachtboot *Ville d'Ostende* en beambte bij den loodsdienst te Antwerpen; hij onderwierp zich aan de militiewet in België.

Zijn vader, Ernest Stocker, was in 1820 te Nieuwpoort geboren. Hij was insgelijks bediende van den Staat en verbonden geweest aan den Belgischen loodsdienst, achtereenvolgens te Vlissingen en te Oostende.

De grootvader, Jozef, was echter te Groeningen geboren in 1796; hij was wapenmaker bij het Nederlandsch leger en had eene Gentsche vrouw gehuwd.

De zoon Ernest, in 1820 in België geboren, docht niet dat hij eene keuze van vaderland moest doen, daar hij zich Belg waande, krachtens de Nederlandsche grondwet; doch gezien de talrijke rechterlijke uitspraken, verleend in soortgelijke gevallen als dit waarin hij verkeerde, achtte hij het voorzichtig de wet van 25 Maart 1894 te volgen, om eene keuze van vaderland te doen. Op 25 Juni 1894, vergezeld van zijn zoon Pieter-Jan Stocker, ging hij ten stadhuize van Oostende en legde er zijne verklaring af van keuze van vaderland, krachtens artikel 4 der wet, toepasselijk op hen die, in België geboren, verwaarloosd hadden de voordeelen van artikel 9 van 't Burgerlijk Wetboek zichte nutte te maken; zijn zoon Pieter-Jan legde dezelfde verklaring af. De vader, Ernest, is dus Belg, doch de zoon Pieter-Jan wordt vreemdeling verklaard, bij arrest van 7 April 1902. Zoo de vader immers, in België geboren, eene keuze van vaderland mocht doen krachtens artikel 4 der wet van 1894, kon zijn zoon, Pieter-Jan Stocker, in den vreemde geboren terwijl de vader in den vreemde was, als bediende van den Belgischen Staat, noch dat eerste artikel noch artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek inroepen, daar die artikelen vergen dat de verklaarder in België zij geboren. Pieter-Jan Stocker had eene keuze van vaderland moeten doen krachtens artikel 6, dat van toepassing is op de meerderjarige kinderen en afstammelingen van hen die kunnen Belg worden krachtens de artikelen 4 en 5 der wet.

De beaunte bij het gemeentebestuur van Oostende had de aandacht van Stocker zoon op dat onderscheid moeten vestigen, of beter hij had de keusverklaring overeenkomstig de wet moeten opmaken.

Een andere zoon van Ernest Stocker, Karel Stocker, insgelijks te Vlissingen geboren, heeft op 7 Mei 1895 keuze van vaderland gedaan te Antwerpen, krachtens dezelfde wet, doch het gemeentebestuur van Antwerpen bepaalde in de keus-akte dat de keuze gedaan werd krachtens artikel 6 der wet. Karel Stocker was onbetwistbaar Belg, terwijl zijn broeder Pieter-Jan bij arrest van 7 April 1902 vreemdeling werd verklaard.

III.

De heer Linssen.

In 1843 werd te Elsene geboren Jan-Lodewijk-Antoon Linssen, thans generaal te Luik, zoon van Jan-Christiaan, te Maastricht in 1813 geboren uit eene Maastrichtsche familie.

Jan-Christiaan Linssen, vader van generaal Linssen, had zich in België gevestigd en verwaarloosd de keuze van vaderland te doen, waartoe machtiging verleend was door de wet van 4 Juni 1859, doch op 51 Juli 1845 legde hij in handen van den Gouverneur van Brabant, de verklaring af, voorzien door de wet van 20 Mei 1845.

De afstammelingen werden als Belgen aanzien en met name zijn zoon

Jan-Lodewijk-Antoon werd op de kiezerslijsten behouden, bij arrest van het Beroepshof van Brussel, 3 April 1899.

In 1899 betwist men opnieuw de Belgische nationaliteit van Linssen, en bij arrest van 24 Maart 1900, werd hij vreemdeling verklaard.

Op 5 April 1900, werd door het Hof van Cassatie het verhaal verworpen tegen dat arrest ingesteld.

Ziehier de bijzondere omstandigheden van dat geval.

Tijdens de afscheiding van Limburg van België, had de wet van 4 Juni 1839 aan de inboorlingen dier provincie die zich in België zouden vestigen, toegelaten België tot vaderland te verkiezen, op voorwaarde dat de keuze binnen vier jaar zou geschieden.

In 1845 wordt vastgesteld dat veel Limburgers, in België gevestigd vóór de wet van 1839, van rechtswege Belg moesten zijn, zonder eene keuze van vaderland te moeten doen.

Er werd eene wet gemaakt (die van 20 Mei 1845) waarbij die personen « staatsburgerschap konden bekomen zonder bewijs te leveren dat zij aan de voorwaarden voldoen door de algemeene wet bepaald ».

Artikel 2 der wet zegt : « Om dat voordeel te bekomen, is het hun voldoende binnen de drie maanden na den dag waarop deze wet wordt afgekondigd, de verklaring te doen, voorzien bij de wet van 4 Juni 1839, dit in de vormen door die wet bepaald. »

Artikel 3 ontsloeg die personen van het betalen der rechten. Vader Linssen legde de verklaring af, voorzien door de wet van 1845. Meer anderen deden het insgelijks en iedereen docht dat die enkele verklaring voldoende was.

In 1900 werd voor de eerste maal beslist dat de tekst der wet van 1845 beteekende dat de belanghebbende, nadat hij de gemachtigde verklaring had afgelegd, staatsburgerschap bij de Kamer moest aanvragen en dat dien ten gevolge vader Linssen geen Belg geworden was.

Het *bulletin* deelt geene enkele wet mede, waarbij staatsburgerschap verleend wordt krachtens de wet van 1845, en dat is te begrijpen, omdat die wet zegde dat het, om staatsburgerschap te « bekomen », « voldoende was » dat de belanghebbenden zekere verklaring aflegden.

Generaal Linssen is dus vreemdeling evenals zijne kinderen, waarvan één ten minste nog bij het leger dient.

